

gouvernement. Chaque fois que les taux augmentent d'un point de pourcentage, nos frais financiers font un bond de 1,7 milliard de dollars, et cela, c'est seulement la première année. La troisième année, cette hausse équivaut à une pénalité de trois milliards de dollars.

C'est en raison de cet effet punitif de l'intérêt composé qu'une mesure budgétaire sévère permet de franchir un pas dans la bonne direction. En fait, nous avons toujours reconnu que des mesures fiscales constantes étaient nécessaires. Le processus budgétaire pour 1995 s'est enclenché dès que nous avons présenté notre plan pour 1994. Voilà pourquoi nous avons combiné les mesures immédiates que nous avons prises à une série d'examen des programmes relatifs aux opérations gouvernementales, à la défense et à la réforme de la sécurité sociale. Cela nous a permis de jeter des bases solides pour le budget de cette année et les décisions difficiles qui s'imposent.

Permettez-moi de rappeler aux deux partis d'opposition, qui exhortent le gouvernement à mettre fin au gaspillage et à l'inefficacité, les six questions sous-jacentes à l'examen des programmes des opérations gouvernementales.

(1) Les programmes servent-ils toujours les intérêts des Canadiens?

(2) Le gouvernement joue-t-il un rôle légitime et nécessaire dans ce domaine?

(3) Le gouvernement fédéral joue-t-il actuellement un rôle pertinent ou le programme peut-il être harmonisé avec les programmes des provinces?

(4) Quels programmes pourraient être confiés au secteur privé ou à des bénévoles?

(5) S'il est décidé de maintenir le programme, comment peut-on accroître son efficacité?

(6) Avons-nous les moyens de financer les programmes que nous voulons conserver?

Avant de conclure, je voudrais reprendre une observation faite hier au sujet des augmentations d'impôts. Seul un téméraire ne s'apercevrait pas que les Canadiens en ont assez de payer des taxes et des impôts, a-t-on dit. C'est ce que croient également les députés de ce côté-ci. Voilà pourquoi nous accorderons la priorité à la réduction des dépenses gouvernementales dans le cadre de notre lutte contre le déficit. Nous l'avons prouvé l'an dernier lorsque les compressions de dépenses ont été cinq fois plus considérables que les augmentations de recettes.

[Français]

Mais la plupart des Canadiens savent que pour que les impôts baissent un jour, et dans l'immédiat, pour qu'ils allègent les pressions exercées sur les taux d'intérêt et le dollar, nous devons contrôler la dette. Et nous ne pourrions commencer à le faire que lorsque nous aurons atteint nos objectifs en matière de déficit.

Devant l'ampleur de ce défi, je comprends pourquoi le ministre des Finances ne fera pas la promesse de présenter un budget ne comportant pas de mesures destinées à accroître les recettes. Mais si des mesures de ce genre sont incluses, je suis convaincu que ce sera dans le souci d'améliorer le régime fiscal et d'en supprimer les échappatoires. À ceux qui plaignent contre les mesures fiscales, je demanderai ceci: Croyez-vous vraiment que le système tel qu'il existe actuellement soit complètement équi-

### Les crédits

table, qu'il n'y ait pas d'échappatoires ni d'avantages injustifiés? En particulier, compte tenu de notre situation financière, les Canadiens ne veulent pas de telle politiciannerie stupide et n'en ont nul besoin.

• (1610)

Je pourrais en dire encore beaucoup plus, mais je crois que le budget sera plus éloquent. Oui, nous avons une longue route devant nous, mais je pense que nous sommes bien partis. Je suis convaincu que le budget de la fin février ou début mars 1995 montrera à tous les Canadiens et aux marchés du monde entier que les engagements financiers que notre gouvernement prend, il les tient.

Ce faisant, nous allons confronter la grande majorité des Canadiens, y compris mes concitoyens de la province de Québec, dans leurs convictions que ce pays, le Canada, a devant lui le destin de grandeur et d'unité qu'il mérite.

[Traduction]

**M. Ian McClelland (Edmonton-Sud-Ouest, Réf.):** Madame la Présidente, en écoutant le député de Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine, je me prends à souhaiter être aussi confiant qu'il semble l'être en tout puisque c'est bien sûr son parti qui est à l'origine de la situation dans laquelle se retrouve aujourd'hui notre pays.

Le député est prompt à critiquer les partis d'opposition. Cependant, nos vis-à-vis ne semblent pas du tout comprendre que la population se méfie beaucoup des libéraux, qui ont été à l'origine de la situation dans laquelle nous nous trouvons, qui ont provoqué le gâchis où nous nous débattons, que beaucoup de Canadiens ne les croient pas nécessairement lorsqu'ils prétendent maintenant avoir compris où ils se trompaient et savoir comment nous sortir de notre situation fâcheuse pour nous faire voir la terre promise. Beaucoup de Canadiens éprouvent un sain scepticisme devant la capacité des libéraux de faire ce qu'ils reconnaissent devoir faire.

La question que je veux poser au député de Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine, que je sais être consciencieux et travailleur et que je crois sincèrement convaincu de ce qu'il dit, est la suivante: Quel est, à son avis, l'élément le plus important des mesures qui permettraient de remettre nos finances nationales sur les rails? Quel est le grand élément sur lequel s'articulent tous les autres?

**M. Gagnon:** Madame la Présidente, je crois que je vais inclure dans mon prochain bulletin parlementaire certaines des remarques très flatteuses que le député d'en face vient de faire à mon endroit.

Oui, en tant que libéral, je suis assez confiant, et je crois que cette confiance règne aussi chez les Canadiens en général, qui ont bon espoir que les libéraux sauront mener à bien la tâche qui leur a été confiée. Le ministre a dit très clairement qu'il ramènera le déficit de 6 p. 100 à environ 3 p. 100 du PIB au cours des trois prochaines années. C'est l'objectif que nous nous efforçons d'atteindre.

Bien sûr, cela ne se fera pas sans douleur. Il nous faudra faire des sacrifices à court terme pour obtenir des résultats à long terme. Nous ne ferons cependant pas de réductions aveuglément dans tous les secteurs. Nous avons encore une conscience sociale